



Pour nourrir le Sénégal,  
**misons sur les exploitations  
familiales et appuyons les!**

**Actualités du CNCR – mai 2018**

**LSGT FILIERE ARACHIDE : 4 IEME ATELIER DES DELEGUES FAITIERS  
POUR L'ETABLISSEMENT D'UN PARTENARIAT FECOND**



Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Les Savoirs Gens de la Terre (LSGT) filière Arachide, le CNCR a organisé du 1<sup>er</sup> au 3 mai 2018 à Kaolack le quatrième atelier réunissant spécifiquement les délégués des faïtières concernées. L'objectif général de cet atelier était de favoriser l'établissement d'un partenariat fécond entre les organisations faïtières membres du CNCR et l'Association

Sénégalaise pour le Développement à la Base (ASPRODEB) en vue de promouvoir le développement de la filière arachide au Sénégal.

En effet, il s'agissait d'échanger avec les Présidents et Présidentes des fédérations membres du CNCR et de l'ASPRODEB sur l'état des lieux de la filière arachide et la place de leurs organisations dans cette filière en partant des résultats des ateliers du volet III du programme LSGT et des rencontres bilans de la campagne agricole organisées par l'ASPRODEB. Il était question également de partager avec les participants sur les initiatives développées par le CNCR et l'ASPRODEB pour relever certains défis liés au développement de cette filière. Et enfin, il s'agissait d'échanger sur les recommandations et perspectives dégagées par les participants des ateliers du volet III du programme LSGT et des rencontres bilans de la campagne agricole organisées par l'ASPRODEB.

A travers ce ciblage direct des responsables des organisations faïtières engagées dans la filière arachide, le CNCR voulait s'assurer du développement de services pertinents et efficaces pour les producteurs et productrices. Les participants ont ainsi réfléchi sur les types d'organisation qu'ils doivent avoir pour être plus efficaces. Ils ont en outre réfléchi sur la solidarité qu'ils devront promouvoir pour établir un rapport de force favorable au sein de la filière ; les rôles et

responsabilités pour le CNCR, l'ASPRODEB, les Fédérations et leurs membres ont été clairement définies.

De telles analyses ont permis d'identifier les priorités d'intervention pour l'utilisation du fonds III et d'orienter son développement. Une feuille de route a été établie pour l'exécution de certaines tâches notamment, (i) redynamiser le groupe Arachide CNCR-ASPRODEB pour une réflexion sur la rénovation de la filière ; (ii) évaluer leur poids dans la filière Arachide ; (iii) Mettre en place une base de données ; (iiii) capitaliser et partager les expériences du mouvement dans la filière arachide.

Pour rappel, le CNCR met en œuvre en partenariat avec l'ONG canadienne l'Union des Producteurs Agricoles pour le Développement International (UPA DI) le Programme dénommé «*Les Savoirs des Gens de la Terre*» dans le cadre d'une approche filière pour apporter une plus-value aux initiatives du CNCR-ASPRODEB dans la filière Arachide.

## **LE CNCR ET LE ROPPA REFLECHISSENT A L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE REGIONALE D'INSERTION DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGROSILVOPASTORAL ET HALIEUTIQUE.**

En Afrique de l'Ouest, la forte croissance démographique induit trois principaux enjeux que sont la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, la gestion durable des ressources productives et l'emploi des jeunes, notamment les jeunes ruraux. Selon la CEDEAO, plus 10 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi en Afrique de l'Ouest.



Pendant ce temps, tous les acteurs s'accordent à reconnaître que le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique offre un potentiel de création d'emplois qui constitue aujourd'hui une bonne opportunité pour résoudre de manière définitive la problématique du chômage des jeunes, en particulier des jeunes ruraux.

C'est fort de ce constat que le CNCR et le Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) s'activent depuis ces dernières années à l'installation des jeunes dans ces secteurs clés de nos économies. C'est cela qui a justifié l'organisation d'un atelier régional à Dakar du 08 au 10 Mai 2018 qui a regroupé 38 acteurs provenant de l'ensemble des plateformes du ROPPA et de ses partenaires (8 femmes, 13 jeunes, des leaders paysans et des membres de l'équipe technique des plateformes et du Secrétariat Exécutif) autour de la problématique.

L'objectif général de cette rencontre était de contribuer à la transformation de l'agriculture Ouest africaine par l'identification de réponses paysannes pertinentes concernant le problème de l'emploi des jeunes ruraux en particulier dans les métiers du secteur agro- sylvo- pastoral et halieutique. Le constat a été que les initiatives pour appuyer les jeunes, pour diverses raisons, n'ont pas apporté des changements significatifs et des impacts larges. Par exemples, les mesures d'intervention des organisations paysannes et des partenaires au développement

sont très souvent à petites échelles alors que la demande est forte et massive. Les propositions des Etats, très souvent sont inadaptées, marquées par des problèmes de ciblage et conjoncturelles alors que le problème d'emplois des jeunes nécessite des réponses structurelles, cohérentes et inscrites dans la durée.

Ainsi, durant cet atelier, les participants ont convenu de retenir que les causes du problème de l'insertion des jeunes sont d'ordres structurels et conjoncturels. Structurelles car liées à la nature des systèmes de production, l'existence de pesanteurs sociales relatives à l'accès aux facteurs de production. Conjoncturelles du fait des facteurs liés au statut du métier d'agriculteurs, des mesures d'accompagnement insatisfaisantes et défailtantes, environnement politique encore faiblement ouvert à la promotion des produits locaux...). Il apparait également que l'installation des jeunes ne doit pas être exclusive au secteur de la production primaire et doit se faire le long des Chaines de valeurs (CVA).

L'architecture stratégique du ROPPA consiste à soutenir l'établissement du statut du jeune au sein des Exploitations Familiales, l'amélioration et la facilitation de l'accès aux ressources productives aux jeunes et l'influence aux politiques à créer un environnement favorable. Les participants ont proposé plusieurs actions et leviers pour opérationnaliser cette architecture stratégique. On peut retenir entre autres la mise en débat de la problématique au sein des Exploitations Familiales et Organisations Paysannes ; le recensement et la documentation de tous les fonds publics existant en faveur des jeunes afin d'en analyser leurs modalités d'accès; soutenir la connexion entre les jeunes au sein des différents Collèges ; repérer les grands évènements pour entamer le plaidoyer au nom des jeunes et par les jeunes ; définir le portage politique (levier) des leaders paysans.

Le portage de cette activité est confié au CNCR et une feuille de route a été établie pour un suivi de ces recommandations.

## **LE CNCR RENFORCE SES CAPACITES SUR L'ELABORATION DES POLITIQUES AGRO-SYLVO-PASTORALES.**



Du 15 au 21 Mai 2018, le CNCR a participé au renforcement des capacités des structures en charge de l'élaboration des politiques agro-sylvo-pastorales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui a eu lieu à la Direction des Analyses, des Prévisions et des Statistiques Agricoles (DAPSA). Cette formation rentre dans le cadre du projet de renforcement de la gouvernance de la sécurité

alimentaire et de la nutrition (PROACT), financé par l'Union européenne, mis en œuvre par la FAO en partenariat avec les institutions publiques. Le ProAct accompagne le Gouvernement du Sénégal dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes agricoles pour un fort impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations sénégalaises.

Le CNCR a été convié à cette formation en raison non seulement de son rôle dans le secteur agricole mais aussi du fait qu'il préside le Groupe de Dialogue Social et Politique (GDSP) créée dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) dans lequel le CNCR a fini de réaliser un document de contribution.

Cette session marque le début d'une série de formations en lien avec le PNIASAN et son objectif était de permettre aux participants d'acquérir des connaissances sur la démarche et les outils de conception d'une politique agricole. De manière spécifique la formation visait à permettre aux participants de maîtriser les outils et approches pour s'orienter vers l'identification des problèmes prioritaires et les meilleures interventions publiques ; argumenter le choix des interventions publiques ; préciser clairement les modalités de mise en œuvre des interventions publiques y compris l'identification des principaux instruments de politique publique pour accompagner la mise en œuvre des interventions ciblées ; évaluer l'impact et la conformité de l'ensemble des mesures identifiées.

Dans la méthodologie de cette formation, une démarche pédagogique qui est centrée sur huit étapes a été adoptée par le consultant. Les 8 étapes sont regroupées en 3 grandes phases : la première a trait aux justifications de l'intervention publique qui correspond à une problématisation des orientations stratégiques présentées dans des documents tels que les « schémas directeurs du développement rurale » ou les « plans stratégiques opérationnels ». La seconde a précisé les modalités de cette intervention et la troisième a évalué l'impact et la conformité de l'ensemble des mesures identifiées aux différents accords et engagements internationaux.

## **PROGRAMME SOLIDAGRO : BEAUCOUP DE REALISATIONS ET DE BONNES PERSPECTIVES POUR LE CNCR**



Le 15 mai 2018 à Fatick, le CNCR a pris part à la première réunion du comité de pilotage du programme SOLIDAGRO dont il assure la présidence. Le Programme Solidagro « Lutter pour les droits de tous au Sénégal 2017-2021 » intervient dans 7 Communes dans la région de Fatick situées dans les départements de Fatick et

Foundiougne. C'est un programme multi-acteurs qui s'exécute dans une dynamique de partenariat entre le DDC de l'Eglise Luthérienne du Sénégal, le CNCR, les Services Départementaux de l'Elevage et des Productions Animales (SDEPA) de Fatick et Foundiougne.

Ce Comité de Pilotage a été installé officiellement le 6 janvier 2018 à Fatick par le Gouverneur de la Région. La première réunion de ce comité intervient après une année d'exécution effective du programme sur le terrain et son objectif était de partager et de

discuter sur la gestion du programme. Plus spécifiquement, il s'agissait de faire une présentation du programme 2017-2021 et des réalisations des partenaires et parties prenantes durant l'exercice 2017 et le premier trimestre 2018 ; de faire le partage sur le mandat du Comité de Pilotage. En outre, il s'agissait de faire également l'évaluation à mi-parcours du programme Sénégal en mai-juin 2018 ; de discuter des supports de communication et de déterminer un plan d'action du Comité de Pilotage pour 2018.

Dans ce programme, le CNCR, qui a en charge le volet plaidoyer pour l'accès des jeunes et des femmes au foncier, est en train de réaliser certaines activités. Il s'agit de faire un diagnostic sur la gouvernance foncière au niveau des villages ; revoir l'état des lieux sur l'accès au foncier des femmes et des jeunes et appui à la régularisation des terres affectées aux femmes. Le CNCR a également établi un plan d'action avec les groupements pour le plaidoyer en vue de leur faciliter l'accès au foncier. En outre, le CNCR est en train de les accompagner à l'identification des terres et de les appuyer aux procédures liées aux délimitations, aux demandes de régularisation, le suivi des dossiers. Par ailleurs des formations sur le leadership féminin ; les techniques de négociations, le plaidoyer et la planification sont dispensées par le CNCR au bénéfice de ses groupements de femmes.

## **LUTTE CONTRE LA DEFORESTATION DANS LE DEPARTEMENT DE MEDINA YORO FOULAH : LE CNCR ET LE GRET CONSOLIDENT LA DYNAMIQUE DE CONCERTATION AVEC LES ACTEURS.**

Dans le cadre de l'exécution de leur projet commun « Citoyens et Organisations locales Mobilisées pour un Meilleur Usage des ressources Naturelles », appuyé financièrement par l'Union Européenne, le CNCR et le GRET ont tenu entre mi-avril et mi-mai 2018, 11 fora communaux de concertation avec les acteurs locaux sur les enjeux et défis de la



gouvernance responsable des ressources forestières. Ces activités ont permis à chaque commune d'identifier des éléments de feuille de route pour une meilleure organisation des acteurs locaux afin de relever les défis majeurs suivant une démarche inclusive. Ainsi, pour consolider la dynamique de concertation afin d'opérationnaliser les activités programmées, une nouvelle mission a été organisée du 16 au 22 mai 2018 dans certaines localités de Médina Yoro Foulah.

En effet, après trois missions qui ont permis de travailler à la socialisation du projet et de réunir les premiers éléments de la situation de référence, cette mission était l'occasion d'asseoir progressivement les bases du projet dans la zone d'intervention. Elle a permis d'aborder avec les acteurs les différents axes du projet.

Pour ce qui est de l'axe 1 relatif à l'organisation de sessions d'éducation et de formation, lors de cette mission des séances de travail avec les services des Eaux et Forêts ont été organisées

pour discuter des formations. Ce travail a permis d'avoir une idée sur le temps de mobilisation des Eaux et Forêts, des modalités de leur implication, des bases de la démarche méthodologique et des besoins pour les sessions et le suivi. Toujours dans l'axe 1, sur le volet relatif à l'appui au fonctionnement de la cellule de veille citoyenne sur l'exploitation illégale des forêts, des rencontres ont été faites avec les comités de zones, les commissions environnement des différentes communes, et avec d'autres acteurs. Cela a permis de renforcer la connaissance du CNCR et du GRET sur ce que ces acteurs locaux ont fait auparavant et de réfléchir sur le mode d'organisation de la veille. Pour ce qui est de l'activité d'éducation environnementale, la mission a pu rencontrer le club environnement qui regroupe le lycée et le CEM de Médina Yoro Foulah. La mission a également pu identifier des territoires où des surveillants forestiers ont été recrutés pour combler le manque d'agents des Eaux et Forêts. La mission a aussi rencontré certains membres du groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) notamment le Préfet. Une rencontre avec l'ONG Fodde a également eu lieu et cela a permis de voir ce qu'ils ont fait dans la zone en lien avec la thématique du projet et les possibilités de collaboration.

En ce qui concerne l'Axe 2 : sur le volet relatif à l'évaluation des plans d'aménagement existants et élaboration de conventions locales, une séance de travail avec le PROGEDE a permis de discuter et de trouver des articulations possibles sur ce que ce programme a déjà fait dans la zone sur l'évaluation des plans d'aménagement. Sur le volet relatif à l'appui à des activités économiques alternatives à l'exploitation forestière, la question du ciblage des appuis aux initiatives économiques est un point fondamental. Ainsi, des rencontres avec différents acteurs (élus, populations, autorités administratives, OCB...) ont permis de discuter sur le ciblage afin d'atteindre la vraie cible.

## **LE CNCR PARTAGE SA STRATEGIE PAYSANNE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE LORS D'UN SEMINAIRE INTERNATIONAL AU BENIN**



Cotonou (Bénin) du 22 au 24 mai, le CNCR a participé au séminaire international sur "les changements climatiques : perceptions paysannes: stratégies d'adaptation". Cette rencontre était organisée dans le cadre du projet d'appui à la structuration d'une agriculture familiale rentable, équitable et durable (PASAFRED) mis en œuvre par la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs

Agricoles (PNOPPA-Bénin) en partenariat avec l'ONG canadienne l'Union des Producteurs Agricoles pour le Développement International (UPA DI).

Ce premier séminaire international visait globalement à analyser la problématique des changements climatiques de façon contemporaine et prospective dans un contexte d'agriculture familiale, plus spécifiquement en présentant les causes et les enjeux globaux liés aux changements climatiques ; identifier les perceptions des changements climatiques tels que vécus par les producteurs ; explorer les possibles arrimages de la science, des politiques et des

pratiques endogènes au bénéfice des Organisations Paysannes et des producteurs. Cette rencontre a été également une occasion d'identifier des approches pour une meilleure collaboration entre les acteurs, notamment les OP et les institutions de recherche, autour de la problématique des changements climatiques ; et d'identifier et partager les mécanismes de financement favorisant la mise en œuvre de pratiques de résilience aux changements climatiques. Elle a également permis de présenter un outil de réduction de risques climatiques (CEDRIG).

Le CNCR a été conviée à ce séminaire pour faire une communication sur les stratégies d'adaptation aux Changements Climatiques développées par ses organisations membres dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le CNCR a ainsi partagé les différentes stratégies initiées et mises en œuvre par l'Union des Groupements Paysans de Mékhé (UGPM) notamment l'agroforesterie ; les haies vives de protection et association de culture ; l'intégration agriculture/élevage ; l'amélioration de la productivité du mil à travers la technologie de la fumure des petits ruminants (FPR), la mise en place de greniers de prévoyance soudure ; la méthanisation de la bouse de vache. Le CNCR a en outre partagé les expériences développées par la Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique (FENAB) notamment les Champs agroforestiers, le Micro-irrigation et l'énergie éolienne ; Champ Ecole Paysans, les aménagements antiérosif, l'éducation environnementale etc. Dans le domaine de l'élevage, le CNCR a partagé l'expérience du Directoire National des Femmes en Elevage (DINFEL) sur ses stratégies liées à l'introduction d'espèces adaptées aux conditions environnementales ; la gestion communautaire des troupeaux ; la mise en place de programmes de reboisement ; le développement des cultures fourragères ; la communication et l'alphabétisation ; l'implication des OP dans la recherche des stratégies d'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, le CNCR a partagé les expériences de la Fédération Nationale des GIE de pêche (FENAGIE PECHE) dans son rôle de veille, d'alerte et de sensibilisation des acteurs et des décideurs pour une prise de conscience à tous les niveaux des enjeux et défis du changement climatique.

Pour pouvoir bénéficier de telles expériences, la PNOPPA Bénin s'est engagée à envoyer une mission au Sénégal. Dans le domaine également de l'assurance indicielle, certaines institutions béninoises souhaiteraient bénéficier de l'expérience sénégalaise.

## **LE CNCR RENFORCE SA DYNAMIQUE DE SUIVI DES TRANSFORMATIONS DES EXPLOITATIONS FAMILIALES DANS LE CADRE DU PROJET WAW**

Le CNCR intensifie son intérêt de pouvoir disposer d'un échantillon suffisamment représentatif au niveau de chaque région pour pouvoir faire un suivi sur la transformation des exploitations familiales à côté de son dispositif habituel de suivi avec ses fédérations. C'est ce qui justifie son implication dans le cadre des enquêtes sur le programme de suivi des exploitations familiales « World Agriculture Watch » (WAW). Ce projet rentre dans le cadre d'un partenariat entre la FAO et le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) du Sénégal où il a été développé un programme de coopération technique (TCP3504) consacré à l'analyse de la diversité et à la catégorisation des exploitations agricoles. Ce programme de coopération a pour objet de mieux documenter et comprendre la dynamique de transformations des exploitations familiales pour mieux orienter les

interventions en matière de politiques publiques et renforcer le conseil aux producteurs ruraux.

A travers un appui de l'Agri-Agence CSA, membre de AgriCord, le CNCR apporte son soutien à cette initiative internationale et vient en complément du financement du TCP 3504 sur l'analyse de la diversité et la mise en place d'un système de suivi des exploitations agricoles au Sénégal. Ce financement complémentaire a permis la prise en charge des activités de terrain gérées par le Conseil Régional



de Concertation des Ruraux (CRCR) de Ziguinchor. Ainsi, la caractérisation des exploitations agricoles et la conception d'outils de modélisation et d'exploitation des données de suivi sont faites et en collaboration avec l'Initiative Prospective Agricole et Rural (IPAR) et du projet PRO-ACT, le CNCR a mené des enquêtes complémentaires dans la région de Ziguinchor devenue la zone pilote du projet. Les résultats de ces enquêtes ont permis d'affiner la typologie et de choisir des exploitations de référence qui constituent le noyau de base de l'observatoire régional des exploitations agricoles. Les premières enquêtes au niveau des exploitations agricoles de référence (EAR) ont été effectuées par les 10 animateurs dont 8 endogènes et 2 venant de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural. Ces résultats traités et analysés étant disponibles devraient faire l'objet d'une série de restitutions au niveau du Comité Technique/CSA et des responsables des organisations paysannes de la région avant d'être partagés au niveau national.

Ainsi, après la tenue d'ateliers de restitution du 22 au 25 avril 2018 à Ziguinchor pour confirmer les résultats des enquêtes, le CNCR a tenu le 21 mai à son siège un atelier de restitution auprès de son propre comité de suivi des EF afin de faire le point et de réfléchir sur les stratégies d'exploitations des résultats de ces enquêtes. Cet atelier a permis de rendre compte de cette dynamique au comité national du suivi des EF du CNCR en vue d'échanger et de discuter sur les perspectives. C'est à la suite de ces différents ateliers de restitution qu'un atelier national de partage a été tenu le 22 Mai avec l'ensemble des parties prenantes du projet.